



## CONVENTION DE PARTENARIAT

### Projet de structure de santé pluridisciplinaire sur la commune de Trun

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

**La communauté de communes Terres d'Argentan Interco**, représentée par Monsieur Frédéric LEVEILLÉ, Président, agissant au nom et pour compte de l'établissement, en vertu de la délibération du conseil communautaire n° **numéro de délibération**

D'UNE PART,

ET

**La commune de Trun**, dont le siège est situé Place Charles de Gaulle à Trun (61160), représentée par Monsieur Jacques PRIGENT, Président, agissant au nom et pour compte de la collectivité, en vertu de la délibération du conseil municipale n° **numéro de délibération**

D'AUTRE PART,

Préambule :

Sur le territoire de la communauté de communes, l'accès aux soins et le maintien de l'offre de soins sont des enjeux majeurs. Le vieillissement de l'offre médicale et l'absence de structure adaptée pour l'accueil de nouveaux praticiens sont les deux facteurs qui fragilisent certaines communes de notre territoire. Dans ce cadre, la commune de Trun est identifiée comme une des communes prioritaires.

Son offre de soins libérale est présente sous une seule forme : en cabinet privé sans exercice coordonné.

Actuellement, il y a deux médecins généralistes de plus de 60 ans, deux cabinets infirmiers, un(e) pédicure-podologue, un(e) masseur-kinésithérapeute et une pharmacie. Il y a également un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) et un service d'aide à domicile (UNA).

La nouvelle génération de professionnels de santé aspire à travailler en réseau au sein d'une structure pluridisciplinaire regroupant plusieurs professionnels de santé (par exemple : médecins, infirmiers, masseur-kinésithérapeutes, orthophonistes, pédicure-podologues, etc.).

Trois internes en médecine générale ont donné leur accord verbal pour s'installer sur la commune de Trun à compter de septembre 2026. Des professionnels de santé de Trun ont également indiqué leur intérêt si un projet de structure de santé pluridisciplinaire voyait le jour.

A cette occasion, la commune de Trun et la communauté de communes Terres d'Argentan Interco, dans le cadre de l'exercice de sa compétence facultative « prévention, promotion santé et offre de soins », ont affirmé leur volonté conjointe de créer une structure de santé pluridisciplinaire sur le territoire communal et de mettre à disposition des locaux temporaires pour accueillir les professionnels de santé concernés.

Il a été convenu ce qui suit :

#### **Article 1 : objet de la convention**

Dans le cadre d'une démarche partenariale, la présente convention a pour objet de définir les engagements respectifs de la communauté de communes Terre d'Argentan Interco et de la commune de Trun dans la mise en œuvre d'un projet de structure de santé pluridisciplinaire et l'accueil de futurs

médecins dans des locaux temporaires sur la commune de Trun.

## **Article 2 : engagements de la commune de Trun**

Pour la structure d'accueil temporaire, la commune de Trun s'engage à :

- Identifier et proposer un ou plusieurs sites adaptés à l'accueil temporaire de professionnels de santé ;
- Réaliser les aménagements nécessaires pour rendre ces locaux fonctionnels et conformes à l'usage prévu ;
- Mettre ces locaux à disposition, à titre temporaire, dans l'attente de l'ouverture de la structure définitive, et en assurer la gestion locative.

Pour la structure pérenne, la commune s'engage à :

- Collaborer avec la communauté de communes et les professionnels de santé dans toutes les étapes préparatoires et opérationnelles du projet de structure de santé pluridisciplinaire ;
- Faciliter l'accès aux locaux ou au foncier en accompagnant leur recherche ou aidant à leur acquisition

## **Article 3 : engagement de Terres d'Argentan Interco**

Pour la structure d'accueil temporaire, la communauté de communes s'engage à :

- Accompagner la commune de Trun, l'appuyer dans les démarches liées à l'aménagement et les démarches de mise à disposition des locaux temporaires.

Pour la structure pérenne, la communauté de communes s'engage à :

- Piloter en tant que Maître d'Ouvrage le projet de structure de santé pluridisciplinaire avec les professionnels de santé de la commune (études de faisabilité, étude financière, conception, construction, livraison...) ;
- Mobiliser les partenaires institutionnels, financiers et professionnels nécessaires à la bonne réalisation du projet et déposer les dossiers de subventions ou partenariats financiers.

## **Article 4 : modalités financières**

Dans le cadre de la mise en œuvre de ces projets, les engagements financiers sont définis ci-dessous.

### ***1. Engagements financiers de la commune de Trun***

Concernant la structure temporaire, la commune de Trun prend en charge sur ses propres crédits :

- Les frais liés à l'identification, à l'acquisition éventuelle, ou à la mobilisation des locaux temporaires ;
- Les travaux d'aménagement, de remise en conformité et d'équipement desdits locaux ;
- Les coûts de fonctionnement afférents à ces locaux (entretien, fluides, charges courantes), il est précisé que ces coûts peuvent être répercutés sous forme de loyers et charges aux professionnels de santé ;
- La gestion locative des locaux mis à disposition.

Concernant la structure pérenne, la commune de Trun s'engage à :

- Participer, par un fonds de concours pris sur son budget principal, à hauteur de 30% du montant HT de l'aménagement des abords de la structure-;
- Céder le bien ou le foncier communal retenu pour la mise en place de la structure de santé à un prix inférieur à la valeur vénale puisque la cession est motivée par un motif d'intérêt général, en l'occurrence l'amélioration de l'offre de soins sur le territoire, et qu'elle est réalisée en contrepartie de la réalisation effective par la communauté de communes de la structure de santé.

### ***2. Engagements financiers de Terres d'Argentan Interco***

Concernant la structure pérenne, la communauté de communes s'engage, sur ses propres crédits, à :

- Porter financièrement le projet de structure de santé pluridisciplinaire (études préalables, assistance à maîtrise d'ouvrage, investissement immobilier, mise en place de loyers modérés, prise en charge des locaux vacants...),
- Entretenir un relationnel étroit avec les professionnels de santé de la commune (études de faisabilité, étude financière, conception, construction, livraison...) ;
- Piloter la maîtrise d'œuvre et la réalisation opérationnelle du projet d'acquisition, construction, location des locaux et de réalisation des aménagements nécessaires pour rendre ces locaux fonctionnels et conformes à l'usage prévu ;
- Assurer et supporter le fonctionnement et la gestion locative de la structure.

#### **Article 5 : cadre de suivi et de concertation**

Un comité de pilotage, composé de représentants de la commune, de la communauté de communes et, le cas échéant, des professionnels de santé concernés, sera mis en place afin de suivre l'avancement du projet, valider les grandes étapes et assurer une coordination fluide. Pourront être associés l'Agence Régionale de Santé, la Région, le Département et tout autres partenaires impliqués dans le projet.

Un comité technique composé des techniciens des parties prenantes au projet sera créé. Il pilotera et mettra en œuvre le projet, opérationnellement, en bonne transversalité avec les services des parties et des partenaires, avec les prestataires et avec les professionnels de santé.

#### **Article 6 : durée de la convention**

La présente convention est conclue à compter de la date de sa signature jusqu'à la fin de la réalisation du projet.

#### **Article 7 : modalités de communication**

Toute communication relative au présent partenariat, que ce soit à destination de la presse, du public, sur les réseaux sociaux ou par tout autre canal externe, est soumise à accord préalable de chacune des parties. Chaque partie s'engage à ne pas porter atteinte à l'image ou à la renommée de l'autre partie.

Chaque partie s'engage à informer l'autre partie de tous projets ou d'actions pouvant influencer sur le projet ou la démographie des professionnels de santé.

En cas de publication ou d'action de communication écrite ou orale, relative au projet de structure, les parties conviennent de l'envoi d'un projet au minimum 15 jours avant la divulgation au public afin de :

- Donner leur autorisation préalable écrite ;
- Demander d'éventuelles modifications ;
- S'opposer à une communication de nature à porter atteinte à leur image, à leur renommée ou à leurs intérêts quels qu'ils soient ;
- Demander à ce que leur soutien soit mentionné.

Dans ce dernier cas, le format et l'emplacement des mentions sont déterminés d'un commun accord.

Toute utilisation, représentation ou reproduction des signes distinctifs d'une des parties par l'autre, non prévue par le présent article, est soumise à autorisation préalable écrite de la partie concernée.

#### **Article 8 : confidentialité**

Les parties s'engagent à préserver la confidentialité des informations expressément désignées comme confidentielles, échangées dans le cadre de l'exécution de la présente convention, dans la limite des obligations légales de transparence et de communication des documents administratifs.

Sont considérées comme confidentielles, sous réserve des obligations légales de publicité et de communication, les informations, documents, données ou procédés de quelque nature qu'ils soient et quels que soient leurs supports, techniques, financières, commerciales ou organisationnelles, non publiques, qui leur sont communiqués ou dont elles ont connaissance lors de la négociation et de l'exécution de la présente convention ainsi que lors des entretiens auxquels participent leurs personnels, dont la divulgation serait susceptible de porter atteinte aux intérêts des parties ou des tiers.

La présente clause ne saurait faire obstacle :

- À l'obligation de communication des documents administratifs prévue par le Code des relations entre le public et l'administration (CRPA) ;
- À la communication aux élus et aux organes délibérants des collectivités, ainsi qu'aux autorités de contrôle compétentes ;
- À la publication des éléments imposée par la loi ou la réglementation, notamment en matière de marchés publics ou de conventions de partenariat ;
- À la protection des secrets protégés par la loi (secret industriel, secret des affaires, etc.), sous réserve de l'appréciation de l'autorité administrative compétente.

La présente obligation de confidentialité s'applique pendant toute la durée de la présente convention et demeure en vigueur pendant une durée de 5 ans à compter de l'achèvement du projet, sauf disposition légale contraire.

Toute violation de la présente clause expose la partie fautive à la résiliation du contrat, sans préjudice des actions en réparation du préjudice subi, dans le respect des dispositions du droit public.

#### **Article 9 : modification de la convention**

La présente convention ne peut être modifiée que par un avenant signé entre les deux parties. Elle prévaut sur toute autre stipulation de nature contractuelle antérieure, verbale ou écrite échangée entre les parties.

#### **Article 10 : résiliation de la convention**

La présente convention peut être résiliée, à tout moment, à l'amiable ou à l'initiative de l'une des parties, en respectant un préavis de 3 mois, notifié par lettre recommandée avec accusé de réception.

La résiliation de la présente convention sera de plein droit en cas d'inexécution par l'une des parties de ses obligations, après une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet dans un délai de 30 jours.

En cas d'événement de force majeure faisant obstacle à l'exécution par l'une des parties de ses obligations telles qu'elles découlent de la présente convention, la partie défaillante en informe immédiatement l'autre. La partie défaillante est exonérée de toute responsabilité du fait de son inexécution qui ne peut être considérée comme une violation de la convention.

#### **Article 11 : litiges**

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent, à défaut de règlement à l'amiable, de s'en remettre à la compétence du tribunal administratif de Caen.

*Fait en deux exemplaires originaux.*

<p>À Trun, le</p> <p>Le représentant de la commune de Trun, <b>Jacques PRIGENT</b> Maire de Trun</p>	<p>À Argentan, le</p> <p>Le représentant de Terres d'Argentan Interco, <b>Frédéric LEVEILLÉ</b> Président de Terres d'Argentan Interco</p>
--	--

PROJET